

GHT de la Haute-Saône

Cahier des Clauses Administratives Particulières -Clauses communes à tous les lots-

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

SERVICES D'ASSURANCES

Procédure n° 25.27 :

Marché passé en application du Code de la Commande Publique

Marché de services passé selon une procédure d'Appel d'Offre Ouvert (AOO)
Articles R 2124-1 à R 2124-2 du Code de la commande publique

Date limite de remise des plis :

Le mardi 16 septembre 2025 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 13 pages.

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	1
-CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS-	1
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 6. TYPE DE PROCEDURE	7
ARTICLE 7. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	7
ARTICLE 8. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
CHAPITRE III – PRIX ET REGLEMENTS.....	9
ARTICLE 9. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	9
ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	9
ARTICLE 11. TITULAIRE ETRANGER.....	11
CHAPITRE IV – DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 12. PENALITES.....	12
ARTICLE 13. RESILIATION	12
ARTICLE 14. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	12
CHAPITRE V – DEROGATIONS AU CCAG	13

Chapitre I – Acheteur Public

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.GH70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed BENCHIHEB
Responsable Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Madame Aurore ZOELLER
Directrice des ressources économiques, logistiques et techniques
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Chapitre II – Dispositions générales

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Objet de la consultation

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône procède à une consultation en vue de souscrire les contrats d'assurances qui constituent l'ensemble du marché divisé en 6 lots.

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
--	--	--	--

5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'un appel d'offre ouvert selon les articles R2162-1; R2162-2 et R2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande »
Avec **un minimum⁽¹⁾** en valeur ou quantité ☒ Oui ☐ Non
Avec **un maximum⁽²⁾** en valeur ou quantité ☒ Oui ☐ Non
- ☒ Mono-attributaire
- ☐ Multi-attributaires
- Marché à tranches ☐ Oui ☒ Non
- Marché réservé ☐ Oui ☒ Non
- Concession ☐ Oui ☒ Non

5.3. Allotissement

Marché alloti : ☒ Oui ☐ Non

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R. 2113-1 à R. 2113-3 du Code de la commande publique.

La présente consultation se compose de **6 lots** suivants :

N° de lot	Désignation	Établissements concernés
1	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes »	Tous les établissements du GHT
2	Assurance « Responsabilité et risques annexes »	Tous les établissements du GHT
3	Assurance « Flotte automobile et risques annexes »	Tous les établissements du GHT
4	Assurance « Risques statutaires du personnel »	Tous les établissements du GHT
5	Assurance « Protection juridique des personnes »	Tous les établissements du GHT
6	Assurance « Risques numériques »	Le GH70

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les lots sont traités séparément mais ne sont pas scindables. Chaque soumissionnaire pourra présenter une offre pour un, plusieurs lots, ou pour la totalité des lots. Un candidat pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots. Il est rappelé que les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
66515200-5	Assurance dommages aux biens et risques annexes
66516000-0	Assurance responsabilité et risques annexes
66514110-0	Assurance flotte automobile et risques annexes
66512000-2	Assurance risques statutaires du personnel
66513100-0	Assurance protection juridique des personnes
66515000-3 / 66516000-0	Assurance risques numériques

5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires ☒ Oui ☐ Non
- Variantes facultatives ☒ Oui ☐ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires ☒ Oui ☐ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives ☐ Oui ☒ Non

Le détail des variantes et prestations supplémentaires eventuelles (PSE) se trouve dans le dossier technique de chaque lot.

Les candidats devront **proposer obligatoirement une offre correspondant à l'offre de base, à la variante imposée ayant le caractère de prestation alternative et aux prestations supplémentaires éventuelles**, objet des différents cahiers des charges sur lesquels ils soumissionnent.

Les candidats devront également formuler obligatoirement une offre pour tous les membres du Groupement de commandes

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une réponse incomplète constituera un motif d'irrégularité.

- * La variante imposée ayant le caractère de prestation alternative, au sens de l'article R. 2151-9 du code de la commande publique, est définie à l'acte d'engagement valant CCAP qui en prévoient.

Variantes libre

Les variantes libres, au sens de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, sont autorisées.

Les candidats sont autorisés à présenter une variante libre (modifications à l'initiative des candidats de spécifications prévues dans l'offre de base) dans les conditions définies ci-après :

- Un maximum d'une variante est autorisée par candidat ;
- Un candidat ne pourra pas présenter une offre variante sans avoir répondu au préalable à l'offre de base et à la variante imposée n°1;
- Exigences minimales : l'offre variante devra respecter
 - l'objet de l'assurance,
 - la date de prise d'effet du marché,
 - la date d'échéance annuelle,
 - la durée,
 - elle devra comporter une possibilité de résiliation annuelle avec un préavis d'une durée de minimum 4 mois..
 - les assurés additionnels
 - une couverture des principaux évènements listés à chaque acte d'engagement notamment (Incendie tempête, grêle, neige, Dégâts des eaux, Vol, bris de glaces, vandalisme, émeute et mouvements populaires, Catastrophes naturelles...)
 - une couverture des principales garanties annexes et notamment des frais supplémentaires, perte de recettes, des pertes indirectes, Frais de déblais et de démolition, perte de loyers, perte d'usage, privation de jouissance...
 - un chiffrage dans l'acte d'engagement

Le candidat qui souhaite répondre par une variante peut également mais non obligatoirement effectuer une énumération de ses réserves et observations au cahier des clauses techniques particulières

5.6. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 6. Type de procédure

Conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique, Le(s) marché(s) issus de la présente consultation, sont passés selon une procédure d'appel d'offres, sous la forme d'accords-cadres avec « bons de commande » sans minimum et avec un maximum de 40% des montants prévisionnels indiqués ci-dessous, sur sa durée totale.

Prestation	Montant prévisionnel pour le GHT
Lot 1 Dommages aux biens	800.000,00 €
Lot 2 Responsabilité hospitalière	3.000.000,00 €
Lot 3 Flotte automobile et auto-mission	300.000,00 €
Lot 4 Risques statutaires	2.750.000,00 €
Lot 5 Protection juridique	200.000,00 €
Lot 6 Risques numériques	100.000,00 €
Total	7.150.000,00 €

Article 7. Durée du marché et reconduction

Les contrats sont souscrits à effet et pour les durées prévues aux actes d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

Le marché est conclu pour une durée de **4 ans** à compter du **1^{er} janvier 2026 00h00, jusqu'au 31 décembre 2029 minuit**, avec possibilité de résiliation annuelle du contrat pour les deux parties sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du **1^{er} janvier**.

Article 8. Obligations générales du titulaire

8.1. Intervenants

Les Assureurs et les Intermédiaires d'assurance (le cas échéant), s'engagent à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans les différentes pièces contractuelles du marché.

8.2. Coassurance

Groupements conjoints :

Les contrats d'assurances peuvent être proposés au Pouvoir Adjudicateur par des groupements conjoints en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique.

L'Apériteur désigné à l'acte d'engagement représente, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du groupement vis à vis du Pouvoir Adjudicateur.

La coassurance s'exercera dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

Les groupements conjoints et solidaires, dont le Code de la Commande Publique prévoit l'existence aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique n'engagent chacun de leur participant qu'à hauteur de leur participation en coassurance.

8.3. Mandataire d'Assurance et Agréments ACPR

Conformément aux articles L. 511-1 et suivants du Code des assurances, seuls les organismes d'assurance agréés par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) peuvent exercer en France des activités d'assurance.

Le courtier agissant en tant que mandataire doit impérativement s'assurer de l'existence et de la validité de cet agrément pour chaque assureur porteur de risques.

En cas de placement auprès d'un assureur non agréé, l'acheteur public se trouverait privé de couverture effective en cas de sinistre. Une telle situation constitue une faute grave pouvant entraîner la nullité du marché ou une mise en cause de la responsabilité du mandataire.

Cette clause a donc pour finalité de sécuriser l'attribution et l'exécution du marché, en garantissant la conformité réglementaire des acteurs en présence, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

8.4. En cours d'exécution du marché

Si en cours de marché un des membres du groupement se retire de la coassurance, la personne responsable du marché peut accepter ; par avenant, le remplacement du co assureur partant par un autre membre du groupement. Toutefois, les conditions d'exécution du marché restent strictement identiques. Elle peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

8.5. Changement affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- ✓ La personne ayant qualité pour le représenter ;
- ✓ La forme de l'entreprise ;
- ✓ La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- ✓ Son adresse ou son siège social ;
- ✓ La cession d'une ou de différentes activités ;
- ✓ L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ✓ Son adresse bancaire,

Le titulaire doit faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que chaque établissement parti concerné ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'une éventuelle modification de marché.

8.6. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit pour le titulaire, à aucune indemnité

Dans le cadre du présent marché, le courtier mandataire agit au nom et pour le compte des assureurs.

Chapitre III – Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

9.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

9.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, aux pièces détachées, aux essais de bon fonctionnement, à l'hébergement et au déplacement.

Chaque candidat indiquera le prix hors taxe et le prix toutes taxes comprises sur l'acte d'engagement valant CCAP.

9.3. Détermination et révision des prix

A la date d'anniversaire du marché, la prime sera soit maintenue identique, soit révisable. S'il y a révision, celle-ci pourra s'opérer soit à la hausse soit à la baisse par négociation entre le titulaire et le groupement de commandes. Les nouveaux tarifs devront alors être proposés au pouvoir adjudicateur au moins trois mois avant le début de la nouvelle période.

Article 10. Modalités de règlement des comptes

10.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique. La facturation est effectuée à terme à échoir.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;

- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Le paiement s'effectuera par virement administratif et selon les dispositions spécifiques propres au Code des assurances et prévues au cahier des clauses techniques particulières

10.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0205	Pôle hôtelier
------	---------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
70 000 VESOUL Cedex

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Jean Michel à Saulx de Vesoul

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Jean Michel de Saulx devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Jean Michel à Saulx en tant que destinataire de la facture : 267 000 057 00013
- ° L'EHPAD Jean Michel de Saulx ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.
- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Jean Michel de Saulx, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Saint Joseph à Scey sur Saône

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD St Joseph de Scey devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD St Joseph de Scey en tant que destinataire de la facture : 267 000 081 00013
- ° L'EHPAD St Joseph de Scey ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.
- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD St Joseph de Scey, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Alfred Dornier à Dampierre sur Salon

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre en tant que destinataire de la facture : 267 000 107 00016
- ° L'EHPAD Alfred Dornier ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.
- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre, sont imputables au seul contractant

Article 11. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre IV – Différends et litiges

Article 12. Pénalités

Des pénalités pourront être appliquées au prestataire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Les pénalités sont applicables après mise en demeure préalable.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par lettre recommandée avec accusé de réception

Les pénalités sont les suivantes :

1. Non transmission des relevés de sinistres GHT70 :

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, au plus tard le 31 mars de l'année N, l'ensemble des relevés de sinistres afférents à l'année N-1.

En cas de non-transmission d'un ou plusieurs relevés dans ce délai, et après 3 relances, une pénalité forfaitaire de 100 € hors taxe par jour de retard sera appliquée de plein droit.

2. Visite de sinistralité et accompagnement à la maîtrise de sinistralité :

Pour chaque visite de sinistralité non effectuée à la date convenue, une pénalité de 100 € hors taxe par jour de retard sera appliquée.

Article 13. Résiliation

Par dérogations aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, les contrats sont résiliables annuellement pour chacune des parties sous réserve du respect d'un délai de préavis de **six mois** pour l'assureur et pour l'acheteur avant l'échéance principale fixée au 1^{er} janvier.

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché.

En complément de l'article 41.1 du C.C.A.G.-F.C.S relatif à la résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour faute du titulaire en cas de mauvaise exécution répétée des prestations. La résiliation sera alors précédée d'une mise en demeure du titulaire assortie d'un délai d'exécution.

En cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra en outre prévoir dans la décision de résiliation que l'exécution par un tiers des prestations prévues par le marché se fera aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 14. Droit applicable et tribunal compétent

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail: greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Erignac,
54038 Nancy Cedex
Tel : 03-83-34-25-23
Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

Chapitre V – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Objet
Article 8.1	Article 4.1	L'ordre de priorité
Article 10	Article 14	Pénalités
Articles 11	Articles 38 et 42	Résiliation